



REGLES DE DEONTOLOGIE

relatives à la personne exerçant une activité d'information par démarchage ou prospection visant à la promotion des médicaments



Vis-à-vis des patients

La personne exerçant une activité d'information par démarchage ou prospection visant à la promotion est soumise au secret professionnel et ne doit rien révéler de ce qu'elle a pu voir ou entendre, en particulier sur l'identité des patients, dans les lieux où elle exerce son activité.

Elle doit observer un comportement discret dans les lieux d'attente, et ne pas entraver la dispensation des soins (limitation des conversations entre professionnels, utilisation du téléphone portable, tenue vestimentaire adéquate).



Vis-à-vis des professionnels de santé rencontrés

L'encadrement des personnes exerçant une activité d'information par démarchage ou prospection s'assure de l'optimisation de l'organisation, de la planification et de la fréquence des visites.

En termes déontologiques, la personne exerçant une activité d'information par démarchage ou prospection ne doit pas utiliser d'incitations pour obtenir un droit de visite ni offrir à cette fin aucune rémunération ou dédommagement.

Organisation des visites

En tout lieu d'exercice du professionnel de santé

La personne exerçant une activité d'information par démarchage ou prospection visant à la promotion s'attache à ne pas perturber le bon fonctionnement du cabinet médical ou de l'établissement de santé visité. Elle doit pour cela respecter les modalités d'organisation suivantes :

- Elle doit s'assurer que son interlocuteur a une parfaite connaissance, notamment, de son identité, de sa fonction, du nom de l'entreprise et/ou du réseau représenté(e)s et le cas échéant du nom du titulaire de l'AMM de la spécialité présentée.
- Elle doit respecter les horaires, conditions d'accès et de circulation au sein des différents lieux d'exercice où se déroule la rencontre ainsi que la durée et le lieu édictés par le professionnel de santé ou l'établissement de santé.

Les visites accompagnées (par exemple avec le directeur régional de son entreprise ou réseau), doivent recevoir l'assentiment des professionnels de santé visités. L'accompagnant doit décliner son identité et sa fonction.

En établissement de santé

Dans les établissements de santé, en plus des règles générales inscrites dans la Charte, la personne exerçant une activité d'information par démarchage ou prospection visant à la promotion respecte les règles d'organisation pratique propres à l'établissement et, notamment :

- le port d'un badge professionnel (ex : carte de visite portée sous forme de badge...);
- les conditions d'accès à l'établissement, aux structures internes et aux professionnels de santé quel que soit leur mode d'exercice au sein de l'établissement ;
- les règles d'identification et de circulation au sein de l'établissement définies par son règlement intérieur ;
- le caractère collectif ou non de la visite.

En tout état de cause, en établissement de santé,

- L'accès aux structures à accès restreint (blocs opératoires, secteurs stériles, réanimation...) est interdit sans accord préalable, à chaque visite, des responsables des structures concernées.
- La rencontre fait l'objet d'une organisation préalable.
- La personne exerçant une activité d'information par démarchage ou prospection ne rencontre les personnels en formation qu'avec l'accord préalable du cadre responsable ou du cadre de la structure.
- La personne exerçant une activité d'information par démarchage ou prospection ne rencontre les internes qu'en présence ou avec l'accord préalable du praticien qui les encadre.
- La personne exerçant une activité d'information par démarchage ou prospection ne recherche pas de données spécifiques (consommation, coût ...) propres aux structures internes et aux prescripteurs.

Recueil d'informations et respect de la loi Informatique et libertés

Les informations relatives aux professionnels habilités à prescrire, dispenser et utiliser les médicaments, collectées par la personne exerçant une activité d'information par démarchage ou prospection le sont conformément à la loi sur l'informatique et les libertés (Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978).

L'objectif du recueil de ces informations est de mieux comprendre les attentes de ces professionnels vis-à-vis du médicament et de son usage ou vis-à-vis de la classe thérapeutique concernée, de lui donner une information personnalisée et de rationaliser le travail de la personne exerçant une activité d'information promotionnelle par démarchage ou prospection.

Les informations répertoriées au sein des bases de données constituées ne doivent ainsi prendre en compte que des éléments professionnels et factuels et non des jugements de valeur ou des informations à caractère subjectif sur les personnes rencontrées.

La base de données dans laquelle ces informations sont réunies est déclarée à la CNIL. Conformément à la loi, les professionnels habilités à prescrire, dispenser et utiliser les médicaments sont informés de l'existence d'un recueil de données informatiques les concernant. La personne exerçant une activité d'information promotionnelle par démarchage ou prospection doit informer les professionnels habilités à prescrire, dispenser et utiliser les médicaments sur les données obtenues à leur sujet lors d'enquêtes de prescription ou de dispensation individuelle ou par service et qui sont à sa disposition.

Sur demande écrite du professionnel de santé, la personne exerçant une activité d'information par démarchage ou prospection peut lui transmettre les données personnelles le concernant.

Relations professionnelles - congrès

Les invitations à des congrès scientifiques et/ou à des manifestations de promotion, ainsi que la participation à des activités de recherche ou d'évaluation scientifique doivent faire l'objet d'une convention transmise préalablement à l'ordre professionnel concerné. Ces conventions peuvent prévoir l'octroi aux professionnels de santé d'avantages conformément au code de la santé publique. Ces avantages et l'existence de la convention et leur rémunération associée doivent par ailleurs être rendus publics par les entreprises qui les ont octroyés sur un site internet public unique. L'hospitalité offerte, qu'elle soit directe ou indirecte, aux étudiants est interdite.

Echantillons

La remise d'échantillons de spécialités pharmaceutiques par les personnes exerçant une activité d'information par démarchage ou prospection est interdite.

Est également interdite, la remise d'échantillons de produits cosmétiques, de compléments alimentaires et de dispositifs médicaux par les personnes exerçant une activité d'information promotionnelle par démarchage ou prospection.

Les échantillons de dispositifs médicaux peuvent, toutefois, être utilisés pour la démonstration sous réserve des dispositions du chapitre III du titre 1^{er} du livre II de la 5^{ème} partie du code de la santé publique.

Cadeaux

La personne exerçant une activité d'information par démarchage ou prospection ne doit pas proposer aux professionnels de santé de cadeaux en nature ou en espèces, ni répondre à d'éventuelles sollicitations dans ce domaine.

Elle ne peut non plus proposer ou faciliter l'octroi d'un avantage.

Repas

Les repas offerts par les personnes exerçant une activité d'information par démarchage ou prospection aux professionnels de santé sont susceptibles de constituer des avantages au sens des dispositions du code de la santé publique.

Ils doivent en tout état de cause, pour ne pas donner lieu à convention, conserver un caractère impromptu et être en lien avec la visite auprès du professionnel de santé. Ils font l'objet de la publication prévue par les dispositions du code de la santé publique sur le site internet public unique.

Le repas a un caractère impromptu et est en lien avec la visite c'est-à-dire :

- Il n'est pas anticipé, a lieu en fin de visite, mais pas le soir.
- Uniquement avec le(s) professionnel(s) de santé directement concernés par la visite (pas d'invitation d'un autre professionnel en plus ou en substitution). Le nombre de professionnels de santé pour un déjeuner impromptu autorisé par COOPER est limité à un par repas.
- Dans la limite d'un nombre maximal de repas défini par l'entreprise. Le nombre de repas à caractère impromptu, autorisé par COOPER, offert exceptionnellement à un professionnel de santé par la personne exerçant une activité d'information promotionnelle, est de un par professionnel de santé et par an.
- Dans la limite du seuil de prix défini par l'entreprise. Le montant maximum autorisé par COOPER d'un repas à caractère impromptu, offert à un professionnel de santé est de 30 euros.

Mise en place d'études

Les personnes exerçant une activité d'information par démarchage ou prospection visant à la promotion des médicaments ne peuvent pas mettre en place (recrutement et relations financières avec les professionnels de santé habilités à prescrire, dispenser et utiliser les médicaments) d'analyses pharmaco-économiques ainsi que d'études cliniques, y compris de phase IV, et d'études observationnelles, mais elles peuvent cependant en assurer le suivi.

Ces règles sont applicables aux personnes exerçant une activité d'information promotionnelle visant à la promotion d'un médicament pris en charge ou non, et à toutes leurs activités au contact des professionnels de santé, de façon permanente.



Vis-à-vis des étudiants

Il est interdit pour les étudiants de recevoir des avantages en espèce ou en nature, sous quelque forme que ce soit, d'une façon directe ou indirecte (Ordonnance n° 2017-49 du 19 janvier 2017, décret d'application n° 2020-730 du 15 juin 2020).

L'hospitalité directe ou indirecte (repas, transport, logement et collation) est interdite lors de manifestations scientifiques ou professionnelles pour les associations d'étudiants et les étudiants en formation initiale se destinant à une profession relevant d'un ordre d'une profession de santé.

Il est également interdit de financer :

- les frais d'inscription des étudiants aux congrès/événements de toute nature ;
- une association d'étudiants.

Cependant, il est possible pour les étudiants d'obtenir une dérogation à l'interdiction par le biais d'une convention (sauf pour l'hospitalité) pour trois types d'évènements :

- Activités de recherche, de valorisation de la recherche, d'évaluation scientifique...
- Les manifestations à caractère exclusivement professionnel ou scientifique ou lors de manifestations de promotion ou prestations ;
- Le financement ou la participation au financement d'actions de formation ou de DPC.



Vis-à-vis des entreprises concurrentes

L'information délivrée par la personne exerçant une activité d'information par démarchage ou prospection sur la spécialité dont il assure la promotion et sur les spécialités concurrentes à même visée thérapeutique et figurant dans la stratégie thérapeutique définie par la Commission de la transparence doit être exempte de tout dénigrement et s'appuyer principalement sur les avis de la Commission de la Transparence. Le niveau d'ASMR, fixé par la HAS, est présenté loyalement.

La personne exerçant une activité d'information par démarchage ou prospection s'abstient de dénigrer les spécialités des entreprises concurrentes y compris médicaments génériques et biosimilaires.



Vis-à-vis de son entreprise

Conformément à la loi, la personne exerçant une activité d'information par démarchage ou prospection porte sans délai à la connaissance du pharmacien responsable ou de son département de pharmacovigilance, toute information recueillie auprès des professionnels de santé relative à la pharmacovigilance, à une erreur médicamenteuse et/ou à un usage non conforme au bon usage de ses médicaments.



Vis-à-vis de l'Assurance Maladie

La personne exerçant une activité d'information par démarchage ou prospection précise les indications remboursables et non remboursables des spécialités qu'elle présente.

Elle présente les divers conditionnements au regard de leur coût pour l'assurance maladie et notamment, pour les traitements chroniques, les conditionnements les mieux adaptés au patient et les plus économiques, ceci notamment envers les praticiens dont les prescriptions sont destinées à être exécutées en ville.

Elle précise si la spécialité qu'elle présente fait l'objet d'un tarif forfaitaire de responsabilité.